

## L'INCIDENCE DE LA DÉCISION SUR L'ÉCONOMIE DE L'ALBERTA

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, sauf erreur, les Américains ont dit hier qu'ils acceptaient la souveraineté canadienne dans l'Arctique sur le territoire canadien. C'est bien beau.

Je signale au premier ministre que la question touche directement les Albertains, et implicitement tous les autres Canadiens, sur le plan commercial; il s'agit d'une loi canadienne et de questions commerciales qui devraient concerner les Canadiens et il ne s'agit pas d'une loi américaine. C'est là la question.

Comme le premier ministre a fait la promesse en Alberta et comme, aux termes de l'accord qu'il a conclu avec lui il y a deux ans à Québec, le président Reagan s'est bel et bien engagé à faire quelque chose à cet égard, peut-il se mettre en rapport avec le président Reagan et lui dire sans ambages que la décision prise par les États-Unis sur une question indissociable de la souveraineté canadienne est absolument inadmissible pour les Canadiens?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je crois que mon collègue se trompe beaucoup dans l'interprétation qu'il fait de la déclaration d'hier.

En ce qui concerne le deuxième volet de sa question, c'est la loi canadienne qui s'applique, bien sûr. Quant au troisième volet de sa question, je lui dirai que nous nous sommes déjà mis en contact avec le président. J'espère bien pouvoir rencontrer le président Reagan pour discuter de cette question et d'autres questions importantes qui sont au programme des entretiens bilatéraux.

**M. Rodriguez:** Quand?

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## ON DEMANDE UN PAIEMENT D'APPOINT POUR LA CAMPAGNE DE 1987-1988

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le premier ministre a signalé à la Chambre cette semaine que nous ne devrions pas recommander au gouvernement de prévoir un paiement d'appoint, pour aider les céréaliers à faire face aux guerres commerciales que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne.

Aujourd'hui, alors qu'ils rencontrent des membres des trois partis, des représentants de la Fédération canadienne de l'agriculture demandent au gouvernement, au nom de dizaines de milliers de producteurs de céréales et de maïs du pays, de s'engager à allouer des paiements d'appoint.

Quand le ministre de l'Agriculture va-t-il cesser de donner des réponses évasives aux agriculteurs et à la Fédération canadienne de l'agriculture, et s'engager à verser un paiement d'appoint pour la campagne agricole 1987-1988?

## Questions orales

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je me dois de répondre, car le député prétend que j'ai recommandé que le gouvernement ne verse pas de paiement d'appoint aux agriculteurs de l'Ouest, ce qui est tout à fait faux.

**M. Axworthy:** Retirez vos paroles.

**M. Mulroney:** Ce n'est pas du tout ce que j'ai déclaré à la Chambre des communes.

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Retirez vos paroles.

**M. Mulroney:** Ce n'est pas du tout ce que j'ai déclaré à la Chambre. C'est loin d'être conforme au bilan du gouvernement qui accorde davantage d'aide aux agriculteurs de l'Ouest, qui se préoccupe de leur sort . . .

**Une voix:** Que faites-vous des problèmes?

**M. Mulroney:** Voilà un libéral qui hurle. Alors que les libéraux ont refusé toute aide et qu'ils ont demandé aux agriculteurs de l'Ouest pourquoi ils devraient vendre leur blé, notre gouvernement s'est engagé à vendre ce blé, car nous avons des obligations envers les agriculteurs. Voilà donc la raison.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** La parole est au député d'Algoma.

## LA RENCONTRE PRÉVUE DU PREMIER MINISTRE ET DES REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES AGRICOLES

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, le hansard est éloquent à ce sujet. Selon moi, il suffit de le lire pour s'apercevoir que j'ai parfaitement repris les paroles que le premier ministre a prononcées un peu plus tôt cette semaine.

Si le premier ministre veut faire preuve de franchise envers la Fédération canadienne de l'agriculture, les syndicats, les producteurs de maïs et les agriculteurs—et il les rencontrera demain matin—pourquoi ne s'engage-t-il pas tout simplement à verser un paiement d'appoint pour la campagne agricole de 1987-1988, afin que nos agriculteurs sachent qu'ils vont survivre, à l'instar de leurs collègues américains? Ils ne vont pas s'enrichir, mais tout simplement survivre.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'invite mon honorable collègue à examiner très attentivement le hansard et à réfléchir aux déclarations qui ont été faites. Je sais qu'il voudra retirer ce qu'il a déclaré dans son introduction à ses questions, alors qu'il a, sans le vouloir, dénaturé les faits.

Une chose est vraie cependant; c'est que contrairement à n'importe quel premier ministre libéral qu'il peut vouloir nommer, je vais à nouveau rencontrer demain des agriculteurs. C'est probablement la sixième ou septième rencontre officielle que j'ai avec des agriculteurs depuis quelques années.

**Des voix:** Bravo!

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Ils vont vous huer également.

**M. Mulroney:** Les libéraux envoient les agriculteurs paître, alors que nous nous entretenons avec eux et leur apportons beaucoup d'aide. C'est là la différence.